

**Arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure  
Société FLAM'UP  
Communes de Béthisy-Saint-Pierre (60 320) et Saintines (60 410)**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les Livres I et V des parties législative et réglementaire, particulièrement ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant la société FLAM'UP à exploiter un stockage d'allume-feu solides et d'allumettes chimiques sur la commune de Béthisy-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 29 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1° Lors de la visite du 29 septembre 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a présenté un contrat du 11 juillet 2025, établi avec la société FM LOGISTIC, implantée sur la commune de Crépy-en-Valois. En application des termes de ce contrat, l'exploitant a expédié une partie de son stock d'allumettes, répertoriées sous la rubrique n° 4440 de la nomenclature des ICPE, et d'aérosols, répertoriés sous la rubrique n° 4320. Le transfert des produits mentionnés précédemment a permis de constater que l'établissement FLAM'UP n'avait plus le statut SEVESO seuil bas par la règle de cumul ;

- l'exploitant a mis en place un état des stocks qui lui permet de connaître à tout instant les quantités de produits présents sur son site et la quantité de produits prévisionnelle qu'il peut réceptionner sans que son établissement prenne le statut SEVESO seuil bas par la règle de cumul pour les dangers physiques. Cet outil permet d'attirer la vigilance de l'exploitant sur le statut SEVESO seuil bas des produits présents au sein de son établissement ;
- la société FLAM'UP a donc réduit son stock pour revenir sur la situation administrative antérieure du régime de l'autorisation, sans être SEVESO seuil bas par la règle du cumul pour les dangers physiques ;

2° L'inspection des installations classées a constaté, suite à la visite d'inspection du 9 septembre 2025, que la société FLAM'UP avait satisfait à l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 la mettant en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement implanté sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines ;

Il y a donc lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 mai 2025 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 mai 2025 délivré à la société FLAM'UP, pour son établissement implanté sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, est abrogé.

### **Article 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80 000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines font connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le

10 NOV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société FLAM'UP

Le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

